L'UCP chez l'adjointe au Maire.

Le 2 mars, une délégation de l'Union des Cadres de Paris a été reçue par Maïté ERRECART, Adjointe au Maire chargée des personnels, ce qui constituait la troisième rencontre depuis le début de son mandat.

Au cours de cette entrevue a été abordé le sujet de la création de la direction des achats (DA) et de la mise en place des centres de services partagés (CSP).

Au nom de l'UCP, Yves BORST a regretté que ces réformes se fassent sans concertation préalable avec les organisations syndicales, et que la première réunion sur ces sujets importants se tienne à moins d'un mois du CTP central devant les traiter. Ce manque de transparence, alors même que ces projets de réforme semblent très avancés, laisse place à toutes rumeurs et inquiétudes, les agents concernés ne sachant pas quel sera leur avenir, sans oublier que les informations indispensables sur le calendrier et la localisation de la future DA et des CSP comptables n'ont pas été données. D'autres risques ont été évoqués : un appauvrissement du métier de comptable, ceux-ci perdant la vision de la globalité de la chaîne pour se cantonner essentiellement à des tâches de saisie, la centralisation des achats, qui conduit à une sectorisation accrue des tâches au sein des projets, s'avèrera probablement source de complexité supplémentaire, pouvant avoir une incidence préjudiciable sur les délais.

Maïté ERRECART a présenté le projet de DA comme devant, par regroupement des forces d'achat et effet de masse, aboutir à une rationalisation et de meilleures conditions financières, en rassemblant les commandes et simplifiant les relations avec les fournisseurs, les directions opérationnelles restant maître d'ouvrage. Quand aux CSP, ils s'inscrivent également dans une logique de bonne utilisation des finances publiques et de recherche d'efficacité en matière de délais de paiement. Elle a précisé que la DRH préparait un accompagnement personnalisé des agents concernés par la mise en place de ces structures, avec une attention particulière au reclassement des comptables amenés à changer de métier. Elle a enfin indiqué que ces deux projets de réforme feraient l'objet d'une communication lors du CTP central du 26 mars, que les CTP des directions seraient ensuite amenés à se prononcer et qu'un deuxième CTP central, probablement en mai, émettrait un avis sur la globalité des réformes.

Autre sujet abordé, la déconcentration/décentralisation, présentée par le Maire au Conseil de Paris de janvier (cf. *UCP Flash n° 469 du 9 février*). Maïté ERRECART a indiqué que le volet déconcentration concernait les directions en charge d'équipements n'ayant pas encore d'organisation territoriale (en particulier la DFPE et la DAC), l'objectif étant de trouver le meilleur niveau pour gérer ces équipements. Des scénarios organisationnels doivent être présentés à l'été. D'autre part, le renforcement des prérogatives des mairies d'arrondissement sera encadré par une charte, fruit d'une concertation, qui doit préciser les relations entre les arrondissements et les services déconcentrés afin de bien définir les attributions de chacun et faire disparaître les dysfonctionnements.

Yves BORST a exprimé le souhait de l'UCP de se voir associé à la préparation de la charte, afin en particulier d'apporter l'expérience des cadres responsables de services déconcentrés. Il a par ailleurs fait part des interrogations quant à l'affectation d'un cadre technique en mairie d'arrondissement, la désignation de coordonnateurs locaux de l'espace public, et rappelé le risque, pour les services déconcentrés, de se voir plus fréquemment confrontés à des demandes de mairies d'arrondissement parfois contradictoires avec les objectifs des directions.

Maïté ERRECART voit là le type même de difficulté qui sera réglé par la mise en place de la charte des arrondissements, à l'élaboration de laquelle il lui paraît légitime d'associer l'UCP.

Yves BORST a enfin souhaité aborder le sujet de l'agenda social, annoncé à de multiples reprises depuis 2006, mais sans concrétisation.

Maïté ERRECART a déclaré ne pas comprendre ce retard alors que les sujets à traiter sont bien connus : formation, bilan de l'ARTT, statut des contractuels, catégorie B, CHS et document unique. Elle a également souligné le besoin de réfléchir aux carrières longues et précisé qu'elle serait présente à l'entrevue avec le Maire de Paris.

L'UCP chez le Maire de Paris.

Comme il l'a annoncé lors de ses vœux au personnel les 5 et 6 janvier (*cf. UCP Flash n° 465 du 12 janvier*), le Maire va recevoir toutes les organisations syndicales représentatives à la Ville. L'UCP, pour sa part, sera reçue le 12 mars. Il vous sera bien entendu rendu compte de cette entrevue dans un prochain numéro d'UCP Flash.

Entrevue chez la médiatrice.

Le 5 mars, Claire BRISSET, Médiatrice de la Ville de Paris, a reçu les organisations syndicales, dont l'UCP,.

Cette rencontre a été l'occasion pour la Médiatrice de présenter le nouveau cadre de ses fonctions, désormais totalement séparées de l'exécutif, qui consistent à traiter les cas individuels en situation de conflit, repérer les problèmes transversaux méritant amélioration et participer au comité de prévention et d'action contre le harcèlement et les discriminations (CPAHD).

L'échange a ensuite porté sur le fonctionnement du CPAHD et sur l'emploi des handicapés. Des interrogations ayant été relevées sur ces deux points, Claire BRISSET a souhaité revoir les organisations syndicales en juin afin de lister les propositions d'amélioration.

Union des Cadres de Paris

2bis, square Georges Lesage 75012 PARIS – Tél. 01.43.47.80.72 - Fax. 01.43.47.81.45